

Clients pénalisés = travailleur-se-s du sexe en danger

La ministre aux droits des femmes a annoncé vouloir pénaliser les clients (interdire l'achat de services sexuels) pour faire disparaître la prostitution.

Nous, associations de santé communautaires, de lutte contre le VIH et contre les violences, nous opposons à ce projet et en dénonçons les conséquences désastreuses : plus de proxénétisme, plus de violences, plus de contaminations et moins de droits.

Plus de proxénétisme

Tout d'abord, un peu d'histoire : la prohibition n'a jamais fait cesser une activité ! Elle a pu la rendre invisible certes, mais a toujours eu pour conséquence de nourrir les business mafieux. **Nous sommes certain-e-s que la prohibition de la prostitution augmentera le proxénétisme.** Si la prostitution disparaît de l'espace public, elle se déroulera dans des lieux à l'abri des regards, des lois, des services et associations capables de soutenir les victimes d'abus et d'exploitation.

Plus de violences

Les lois répressives entraînent la clandestinité du travail du sexe, ce qui est à l'avantage des agresseurs. Ce constat fut unanime suite au délit de racolage (LSI 2003). Quand les travailleurs-euses du sexe sont considéré-e-s comme des délinquant-e-s, certains passants, riverains, clients, policiers se sentent **légitimes et les agressent en toute impunité.** La police rechigne à se déplacer ou à prendre leur plainte quand ils-elles sont victimes de violences. Cette loi va aggraver cette situation et en aucun cas permettre de lutter contre les violences qu'ils et elles subissent.

Plus de contaminations

Ce contexte de clandestinité et de violences favorisera l'éloignement du droit et des associations de prévention et augmentera les prises de risque. La santé passera au second plan, tout comme la prévention du VIH et des IST. Nous ne pensons pas que pour appliquer ce délit, il y aura un policier derrière chaque client, mais bien derrière chaque prostitué-e-s. Le constat a été unanime suite à la loi de racolage, **la criminalisation réduit la marge de manœuvre des travailleur-se-s du sexe**, car il n'est plus question de choix des clients, ni de négociations sur les prix. Il s'agit de choisir un client le plus vite possible afin d'éviter l'arrestation et non de négocier sur les pratiques et les moyens de prévention.

Moins de droits et de libertés fondamentales

Pour les personnes qui ont choisi cette activité, il s'agit de leur interdire de disposer de leur corps comme elles l'ont choisi : Nous nous demandons en quoi il peut s'agir ici d'une proposition féministe ? De plus, c'est la première fois, depuis la dépénalisation de l'homosexualité, que l'Etat propose de s'immiscer dans la vie intime de ses citoyen-ne-s en criminalisant des relations sexuelles entre adultes consentants.

Nous revendiquons :

- que les travailleur-se-s du sexe soient réellement consultées et associées aux politiques publiques qui les concernent
- l'abrogation du délit de racolage et de toutes les lois qui font d'elles des délinquantes.
- la mise en œuvre de véritables moyens de lutte contre le proxénétisme de contrainte et non une course aux chiffres et aux arrestations des personnes prostituées pour proxénétisme d'aide et de soutien
- une obligation à prendre les plaintes quand des travailleur-se-s du sexe sont victimes de violences au lieu de leur refuser ce droit et de leur dire de changer de métier ou, pire, de les placer en centre de rétention quand elles sont « sans-papier-e-s »
- donner des papiers à celles et ceux qui sont sans droit de travail en France et qui exercent cette activité faute d'autres possibilités
- l'accès aux droits sociaux et fondamentaux : santé, retraite, logement, droit à la justice et à la sécurité
- non à la pénalisation des clients !

**Ni pénalisation des clients, ni maisons closes !
On veut des putains de droits !**

RASSEMBLEMENT VENDREDI 26 OCTOBRE 2012 – 17 h – METRO PALAIS DE JUSTICE - TOULOUSE

Signataires : Grisélidis, STRASS (Syndicat du TRAvail Sexuel), Act-up Sud-Ouest, Act-up Paris, Autres Regards, Cabiria, STS (Support Transgenre Strasbourg), AJMS (Association pour la Journée Mondiale contre le Sida), APRISS (Association Pour la Réduction des Risques et l'Information sur la Sexualité), SAS (Santé Active et Solidaire)...